

Table of Contents

<u>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD FIN DE LA TOURNÉE DU PRINCE.....</u>	1
<u>LES CANADIENS SOIGNENT DES DIZAINES DE BLESSÉS UN ATTENTAT SUICIDE FAIT HUIT MORTS.....</u>	2
<u>UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA.....</u>	3
<u>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD FIN DE LA TOURNÉE DU PRINCE.....</u>	9
<u>LES CANADIENS SOIGNENT DES DIZAINES DE BLESSÉS UN ATTENTAT SUICIDE FAIT HUIT MORTS.....</u>	10
<u>UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA.....</u>	11
<u>A table, soldat !: " Une armée marche à son estomac ", disait Napoléon. Et que mangent les soldats canadiens au combat en Afghanistan ?.....</u>	17
<u>Que cache le mot " pute " ?.....</u>	19
<u>Loin d'être noir, l'avenir du textile chez Annabel.....</u>	21
<u>Des propos dénoncés par le Bloc québécois.....</u>	23
<u>Le gouvernement pourrait survivre au discours du trône.....</u>	25
<u>Jasmyn Brassard prêt à sauter dans l'aventure.....</u>	27
<u>Des munitions pour les bloquistes.....</u>	29
<u>Dion ne fera pas de cadeau à Harper.....</u>	31
<u>Au coeur de la tourmente; Des soldats canadiens racontent les circonstances d'un attentat suicide à Spin Boldak.....</u>	33
<u>Embarrassant génocide.....</u>	34
<u>Un allié aux pieds d'argile.....</u>	36
<u>Le Bloc jouera la carte identitaire; « On va revenir à l'essence de notre projet, le fait que nous soyons une nation francophone en Amérique », lance Gilles Duceppe devant ses militants.....</u>	38
<u>John Manley et Bob Rae.....</u>	41
<u>Chrétien n'a pas de regrets; L'ancien premier ministre écorche Paul Martin mais n'accepte aucun blâme.....</u>	43

Table of Contents

<u>Chrétien a menti, soutient Duceppe.....</u>	46
<u>Attentat samedi soir en Afghanistan: 9 morts.....</u>	48
<u>Edward présente des médailles à cinq soldats de l'Ile-du-Prince-Edouard.....</u>	49
<u>Des Canadiens racontent les circonstances d'un attentat suicide à Spin Boldak.....</u>	50
<u>Dion soutient que le gouvernement pourrait survivre au discours du Trône.....</u>	51

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD FIN DE LA TOURNÉE DU PRINCE

SOURCETAG 0710150291
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.15
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 35
ILLUSTRATION: 1. PRINCE EDWARD
BYLINE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 112

CHARLOTTETOWN — (PC) Le prince Edward a clôturé sa tournée canadienne hier à Charlottetown en remettant des médailles à cinq soldats du Prince Edward Island Regiment qui ont servi en Afghanistan. Peu avant, il avait été nommé officiellement colonel en chef du régiment. On lui avait proposé le poste honorifique en 2005, mais c'était sa première visite à l'Île-du-Prince-Édouard depuis.

Vêtu de son uniforme militaire canadien, le comte de Wessex a remis des médailles à des caporaux. Le prince, troisième et plus jeune enfant de la reine Elisabeth II, terminait un voyage de six jours au Canada pendant lequel il s'est aussi arrêté à Montréal et Ottawa.

LES CANADIENS SOIGNENT DES DIZAINES DE BLESSÉS UN ATTENTAT SUICIDE FAIT HUIT MORTS

SOURCETAG 0710150277

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.10.15

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 26

ILLUSTRATION: 1. PHOTO D'ARCHIVES Vingt et un des 36 survivants ont été évacués par voie aérienne et amenés à l'hôpital militaire multinational de la base de Kandahar. 2. PIERRE HUET Commandant

DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan

WORD COUNT: 215

KANDAHAR, Afghanistan -- L'auteur de l'attentat suicide qui s'est fait exploser au milieu d'un marché bondé à Spin Boldak, en Afghanistan, samedi, avait bourré son engin explosif de roulements à billes afin de faire le plus de victimes possible.

Des huit personnes mortes dans l'attentat, cinq étaient des civils célébrant la fête musulmane de l'Aïd al-Fitr. Trois étaient membres de la police frontalière afghane, souvent la cible d'attentats des talibans.

" C'est la fin du Ramadan, alors il y a beaucoup de festivités en Afghanistan, a expliqué le major Pierre Huet, commandant de l'escadron de reconnaissance canadien qui a mis sur pied une station de tri des blessés à la base avancée des Canadiens à Spin Boldak, afin de soigner les victimes. Le marché était plein. Il y avait beaucoup de jeux pour les enfants, beaucoup de gens au marché. "

Sept personnes ont été tuées instantanément quand le kamikaze s'est fait sauter. Une autre victime est décédée en route vers l'hôpital militaire de la base de Kandahar.

" Nous avons reçu environ dix camions pleins de blessés, de cinq à six blessés par camion", a raconté le major Huet aux journalistes, hier. Deux médecins ont été dépêchés de la base de Kandahar, mais en attendant, des professionnels des urgences appartenant à l'escadron ont immédiatement entrepris de traiter les blessés.
!@MOTSCLES=ATTENTAT; AFGHANISTAN

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

SOURCETAG 0710150264

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.10.15

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 12

ILLUSTRATION: 1. – Ne laisse pas assez de place aux membres de son équipe et gère parfois mal son image. + A démontré du leadership, a grandi avec la fonction de premier ministre et a fait ce qu'il a promis de faire. STEPHEN HARPER

BYLINE: JEAN MAURICE DUDDIN LE JOURNAL DE MONTRÉAL

WORD COUNT: 599

Nul ne peut prédire si Harper survivra au discours du Trône

Bien malin celui qui peut prévoir si le vote sur le discours du Trône, demain soir à la Chambre des communes à Ottawa, entraînera la chute du gouvernement Harper et des élections générales au Canada.

Les politologues Pierre Martin, de l'Université de Montréal, et Jean Crête, de l'Université Laval, sont incapables de prédire l'issue du bras de fer qui se dessine au Parlement.

Toutefois, ils s'entendent sur le portrait politique général : Stephen Harper joue très bien ses cartes, Stéphane Dion est coincé, Jack Layton manque de sérieux et Gilles Duceppe doit raffermir son opposition face aux conservateurs.

Le premier ministre Harper a encore abattu un as, selon eux, tout juste vendredi dernier, en créant un groupe de travail présidé par un ancien ministre libéral, John Manley, sur le rôle que devrait jouer le Canada en Afghanistan après la mission actuelle, en février 2009.

" Il évacue ainsi cette question litigieuse de la campagne électorale ", estime M. Crête.

Gagnant–gagnant

Selon le politologue Martin, Stephen Harper est dans une situation gagnante, peu importe qu'il soit renversé ou non.

"Plus le temps passe, plus M. Harper prouve qu'il peut gouverner et réduit les craintes qui existaient envers lui dans l'électorat. À l'inverse, s'il est renversé, il a prouvé qu'il a fait ce qu'il a promis", observe M. Martin.

Par contre si le chef libéral renverse le gouvernement, il force la tenue d'élections générales, dont les Canadiens ne veulent pas, alors qu'il est en position de faiblesse au sein de son propre parti.

Position affaiblie

Le politologue Martin note que Gilles Duceppe a affaibli sa position en soutenant le gouvernement Harper tout en étant son opposition au Québec.

" Il a ainsi rendu les conservateurs acceptables aux yeux de bien des souverainistes. "

Quant à Jack Layton "il manque de crédibilité. Encore tout récemment, il a proposé que les guichets automatiques soient gratuits pour tout le monde. En agissant de la sorte, les positions de son parti s'éloignent de la réalité d'un gouvernement, d'une vision de l'État", juge M. Crête.

Lutte à trois

Selon M. Martin, malgré la position difficile des libéraux, leur position en Ontario sera la clé des prochaines élections, jumelée à la performance des conservateurs au Québec.

"Si M. Harper réussit à faire élire jusqu'à 25 députés ici et qu'il perce dans l'Ontario urbain, notamment à Toronto, il pourrait obtenir un gouvernement majoritaire. Mais il y aura beaucoup de luttes à trois, ce qui rend les résultats difficiles à prévoir. "

* * *

Répartition actuelle des sièges à la Chambre des communes

YUKON

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

C.-B.

CONSERVATEUR 18

LIBÉRAL

BLOC QUÉBÉCOIS –

10 INDÉPENDANT –

1

36

NPD

VACANT

TOTAL

7

RÉPARTITION NATIONALE ACTUELLE

CONSERVATEUR

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

LIBÉRAL BLOC QUÉBÉCOIS

NPD INDÉPENDANT

VACANT TOTAL

ALBERTA

CONSERVATEUR 28

LIBÉRAL

BLOC QUÉBÉCOIS

NPD

INDÉPENDANT

VACANT

TOTAL

T. DU N.-O.

CONSERVATEUR

LIBÉRAL – BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 1 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

126

96 49

30 3

4 308

— — — —

—

28

—

SASKATCHEWAN

CONSERVATEUR

LIBÉRAL

1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT TOTAL

NUNAVUT

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

MANITOBA

CONSERVATEUR 8

LIBÉRAL 3 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 3 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 14 VACANT TOTAL

1 14

12

T.-N. ET LABRADOR

ONTARIO

CONSERVATEUR 41

LIBÉRAL 51 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 12 INDÉPENDANT –

2 106

QUÉBEC

CONSERVATEUR

LIBÉRAL BLOC QUÉBÉCOIS

NPD – INDÉPENDANT –

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

VACANT TOTAL

CONSERVATEUR 11

LIBÉRAL 12 BLOC QUÉBÉCOIS 49

NPD 1 INDÉPENDANT 2

VACANT TOTAL

3

4 –

–

75

N.–B.

CONSERVATEUR 3

LIBÉRAL 6 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 1 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 10 – 7

I.–D.–P.–E.

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 4 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD

INDÉPENDANT

VACANT

TOTAL

N.–É.

CONSERVATEUR 2

LIBÉRAL 6 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD INDÉPENDANT

VACANT TOTAL

2 1

– 11

* * *

STÉPHANE DION

- + Connaît très bien ses dossiers, a conscience des responsabilités d'un gouvernement et sait faire la distinction.
- N'a pas de charisme, n'a pas prouvé son leadership et a de la difficulté à concilier les positions divergentes.

GILLES DUCEPPE

- + Beaucoup d'expérience, a bien mûri avec le temps et assure un bon leadership.
- Fait des erreurs de jugement coûteuses politiquement et est parfois assez rigide avec les membres de son parti.

JACK LAYTON

- + Très sympathique, personnalité attachante et sincère.
- Manque de crédibilité, fait pas sérieux, trop éloigné des obligations d'un gouvernement.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD FIN DE LA TOURNÉE DU PRINCE

SOURCETAG 0710150122
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.15
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 35
ILLUSTRATION: 1. PRINCE EDWARD
BYLINE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 112

CHARLOTTETOWN — (PC) Le prince Edward a clôturé sa tournée canadienne hier à Charlottetown en remettant des médailles à cinq soldats du Prince Edward Island Regiment qui ont servi en Afghanistan. Peu avant, il avait été nommé officiellement colonel en chef du régiment. On lui avait proposé le poste honorifique en 2005, mais c'était sa première visite à l'Île-du-Prince-Édouard depuis.

Vêtu de son uniforme militaire canadien, le comte de Wessex a remis des médailles à des caporaux. Le prince, troisième et plus jeune enfant de la reine Elisabeth II, terminait un voyage de six jours au Canada pendant lequel il s'est aussi arrêté à Montréal et Ottawa.

LES CANADIENS SOIGNENT DES DIZAINES DE BLESSÉS UN ATTENTAT SUICIDE FAIT HUIT MORTS

SOURCETAG 0710150108

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.10.15

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 26

ILLUSTRATION: 1. PHOTO D'ARCHIVES Vingt et un des 36 survivants ont été évacués par voie aérienne et amenés à l'hôpital militaire multinational de la base de Kandahar. 2. PIERRE HUET Commandant

DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan

WORD COUNT: 215

KANDAHAR, Afghanistan -- L'auteur de l'attentat suicide qui s'est fait exploser au milieu d'un marché bondé à Spin Boldak, en Afghanistan, samedi, avait bourré son engin explosif de roulements à billes afin de faire le plus de victimes possible.

Des huit personnes mortes dans l'attentat, cinq étaient des civils célébrant la fête musulmane de l'Aïd al-Fitr. Trois étaient membres de la police frontalière afghane, souvent la cible d'attentats des talibans.

" C'est la fin du Ramadan, alors il y a beaucoup de festivités en Afghanistan, a expliqué le major Pierre Huet, commandant de l'escadron de reconnaissance canadien qui a mis sur pied une station de tri des blessés à la base avancée des Canadiens à Spin Boldak, afin de soigner les victimes. Le marché était plein. Il y avait beaucoup de jeux pour les enfants, beaucoup de gens au marché. "

Sept personnes ont été tuées instantanément quand le kamikaze s'est fait sauter. Une autre victime est décédée en route vers l'hôpital militaire de la base de Kandahar.

" Nous avons reçu environ dix camions pleins de blessés, de cinq à six blessés par camion", a raconté le major Huet aux journalistes, hier. Deux médecins ont été dépêchés de la base de Kandahar, mais en attendant, des professionnels des urgences appartenant à l'escadron ont immédiatement entrepris de traiter les blessés.

!@MOTSCLES=ATTENTAT; AFGHANISTAN

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

SOURCETAG 0710150095

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.10.15

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 12

ILLUSTRATION: 1. – Ne laisse pas assez de place aux membres de son équipe et gère parfois mal son image. + A démontré du leadership, a grandi avec la fonction de premier ministre et a fait ce qu'il a promis de faire. STEPHEN HARPER

BYLINE: JEAN MAURICE DUDDIN LE JOURNAL DE MONTRÉAL

WORD COUNT: 599

Nul ne peut prédire si Harper survivra au discours du Trône

Bien malin celui qui peut prévoir si le vote sur le discours du Trône, demain soir à la Chambre des communes à Ottawa, entraînera la chute du gouvernement Harper et des élections générales au Canada.

Les politologues Pierre Martin, de l'Université de Montréal, et Jean Crête, de l'Université Laval, sont incapables de prédire l'issue du bras de fer qui se dessine au Parlement.

Toutefois, ils s'entendent sur le portrait politique général : Stephen Harper joue très bien ses cartes, Stéphane Dion est coincé, Jack Layton manque de sérieux et Gilles Duceppe doit raffermir son opposition face aux conservateurs.

Le premier ministre Harper a encore abattu un as, selon eux, tout juste vendredi dernier, en créant un groupe de travail présidé par un ancien ministre libéral, John Manley, sur le rôle que devrait jouer le Canada en Afghanistan après la mission actuelle, en février 2009.

" Il évacue ainsi cette question litigieuse de la campagne électorale ", estime M. Crête.

Gagnant–gagnant

Selon le politologue Martin, Stephen Harper est dans une situation gagnante, peu importe qu'il soit renversé ou non.

"Plus le temps passe, plus M. Harper prouve qu'il peut gouverner et réduit les craintes qui existaient envers lui dans l'électorat. À l'inverse, s'il est renversé, il a prouvé qu'il a fait ce qu'il a promis", observe M. Martin.

Par contre si le chef libéral renverse le gouvernement, il force la tenue d'élections générales, dont les Canadiens ne veulent pas, alors qu'il est en position de faiblesse au sein de son propre parti.

Position affaiblie

Le politologue Martin note que Gilles Duceppe a affaibli sa position en soutenant le gouvernement Harper tout en étant son opposition au Québec.

" Il a ainsi rendu les conservateurs acceptables aux yeux de bien des souverainistes. "

Quant à Jack Layton "il manque de crédibilité. Encore tout récemment, il a proposé que les guichets automatiques soient gratuits pour tout le monde. En agissant de la sorte, les positions de son parti s'éloignent de la réalité d'un gouvernement, d'une vision de l'État", juge M. Crête.

Lutte à trois

Selon M. Martin, malgré la position difficile des libéraux, leur position en Ontario sera la clé des prochaines élections, jumelée à la performance des conservateurs au Québec.

"Si M. Harper réussit à faire élire jusqu'à 25 députés ici et qu'il perce dans l'Ontario urbain, notamment à Toronto, il pourrait obtenir un gouvernement majoritaire. Mais il y aura beaucoup de luttes à trois, ce qui rend les résultats difficiles à prévoir. "

* * *

Répartition actuelle des sièges à la Chambre des communes

YUKON

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

C.-B.

CONSERVATEUR 18

LIBÉRAL

BLOC QUÉBÉCOIS –

10 INDÉPENDANT –

1

36

NPD

VACANT

TOTAL

7

RÉPARTITION NATIONALE ACTUELLE

CONSERVATEUR

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

LIBÉRAL BLOC QUÉBÉCOIS

NPD INDÉPENDANT

VACANT TOTAL

ALBERTA

CONSERVATEUR 28

LIBÉRAL

BLOC QUÉBÉCOIS

NPD

INDÉPENDANT

VACANT

TOTAL

T. DU N.-O.

CONSERVATEUR

LIBÉRAL – BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 1 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

126

96 49

30 3

4 308

— — — —

—

28

—

SASKATCHEWAN

CONSERVATEUR

LIBÉRAL

1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT TOTAL

NUNAVUT

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 1 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD – INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 1

MANITOBA

CONSERVATEUR 8

LIBÉRAL 3 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 3 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 14 VACANT TOTAL

1 14

12

T.-N. ET LABRADOR

ONTARIO

CONSERVATEUR 41

LIBÉRAL 51 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 12 INDÉPENDANT –

2 106

QUÉBEC

CONSERVATEUR

LIBÉRAL BLOC QUÉBÉCOIS

NPD – INDÉPENDANT –

UN BRAS DE FER S'ENGAGE À OTTAWA

VACANT TOTAL

CONSERVATEUR 11

LIBÉRAL 12 BLOC QUÉBÉCOIS 49

NPD 1 INDÉPENDANT 2

VACANT TOTAL

3

4 –

–

75

N.–B.

CONSERVATEUR 3

LIBÉRAL 6 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD 1 INDÉPENDANT –

VACANT – TOTAL 10 – 7

I.–D.–P.–E.

CONSERVATEUR –

LIBÉRAL 4 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD

INDÉPENDANT

VACANT

TOTAL

N.–É.

CONSERVATEUR 2

LIBÉRAL 6 BLOC QUÉBÉCOIS –

NPD INDÉPENDANT

VACANT TOTAL

2 1

– 11

* * *

STÉPHANE DION

- + Connaît très bien ses dossiers, a conscience des responsabilités d'un gouvernement et sait faire la distinction.
- N'a pas de charisme, n'a pas prouvé son leadership et a de la difficulté à concilier les positions divergentes.

GILLES DUCEPPE

- + Beaucoup d'expérience, a bien mûri avec le temps et assure un bon leadership.
- Fait des erreurs de jugement coûteuses politiquement et est parfois assez rigide avec les membres de son parti.

JACK LAYTON

- + Très sympathique, personnalité attachante et sincère.
- Manque de crédibilité, fait pas sérieux, trop éloigné des obligations d'un gouvernement.

A table, soldat !; " Une armée marche à son estomac ", disait Napoléon. Et que mangent les soldats canadiens au combat en Afghanistan ?

PUBLICATION: L'Actualité
DATE: 2007.10.15
PAGE: 60
COLUMN: Repères
BYLINE: Laporte,
Isabelle
PHOTO: Maude de
Varenes
WORD COUNT: 726

A l'étuvée ou sur le gril ?

A la guerre comme à la guerre, les plats doivent pouvoir s'avaler froids. Ils sont cependant généralement chauffés à la vapeur dans une marmite commune. Les soldats américains bénéficient quant à eux d'une technologie qui fait l'envie : des enveloppes avec plaquette autochauffante. On y glisse le sachet et un peu d'eau pour activer la plaquette. Pas de fumée, seulement de la vapeur d'eau. " Dans les camps où il y a des Américains, on organise des razzias pour mettre la main sur ces enveloppes ", avoue le caporal Andreas Beauchamp, du QG du secteur du Québec de la Force terrestre. Les Forces canadiennes ne distribuent ces enveloppes que de façon exceptionnelle, car elles sont trop coûteuses. Les autres armées se servent de réchauds et de blocs d'hexamine, carburant sans fumée.

Votre opinion est importante

Les soldats sont invités à évaluer les rations au moyen d'un formulaire. Le plat préféré de la cuvée 2006 : la lasagne à la viande. Le plus boudé : l'omelette avec salsa, qualifiée de " poumon en sac ". Des soldats ont émis le souhait d'avoir trois tablettes de chocolat par jour.

Le plat de résistance

Au menu ordinaire des Canadiens : de la goulash hongroise (ragoût de boeuf au paprika), accompagnée de riz. De quoi envier les Français, qui dégustent rillettes de maquereau, agneau aux flageolets ou coq au vin. Des soldats américains sont d'ailleurs prêts à troquer trois ou même cinq de leurs rations contre une des leurs. On les comprend, car ils reçoivent le même type de ration à tous les repas : spaghetti à la viande à 6 h le matin, ça vous tente ? Au moins, les Canadiens ont droit à trois types de rations par jour : déjeuner, dîner et souper.

Un peu de piquant

" Tout assaisonnement qui peut faire oublier le goût d'une ration est le bienvenu ", écrit le caporal Brian Sanders dans " A Soldier's Diary From Afghanistan ", publié dans le site de CBC News. Les sachets de sauce tabasco font fureur.

Prendre un petit coup...

Café, thé et poudre pour boisson à saveur de fruits solubles dans l'eau accompagnent les repas. Besoin d'un

A table, soldat !; " Une armée marche à son estomac ", disait Napoléon. Et que mangent les soldats canadiens

fortifiant qui agit rapidement ? Des soldats versent le contenu du sachet de café directement dans leur bouche et l'avalent à l'aide de quelques gorgées d'eau. " Rien de mieux pour vous tenir éveillé lorsque vous devez vous lever à 3 h pour un tour de garde ", écrit le caporal Sanders.

Traditionnellement, les rations françaises contenaient du vin. Celui-ci est fourni séparément depuis 1986. Quant aux Canadiens, ils n'ont droit qu'à une bière lors d'occasions spéciales.

Made in Montréal

Un million ! C'est le nombre de rations que l'entreprise montréalaise Ropack emballe annuellement pour les Forces armées canadiennes. Coût moyen d'une ration : 10 \$. Durée de conservation : 3 ans. Un journaliste du magazine militaire Esprit de corps s'est astreint au régime des rations pendant un mois, en 2005. Résultat : il a pris deux kilos. Trop de sucre, conclut-il.

Un chausson avec ça ?

Les " dents sucrées " sont gâtées : confiture, dessert, compote ou fruits dans le sirop, bonbon et biscuit ou chocolat du commerce (la Coffee Crisp est la plus populaire). Le hic : le chocolat fond à la chaleur. Les Australiens auraient réussi à fabriquer des tablettes qui ne fondent pas en y intégrant plus de farine d'avoine. Les soldats offrent souvent leurs sucreries à la population pour se rapprocher d'elle.

Des rations dans eBay

Accommodements raisonnables

Certains amateurs de camping sauvage affectionnent les rations. Et des personnes prévoyantes en stockent en prévision de désastres. Il est toutefois interdit aux militaires d'en vendre aux civils. En cas de délit ? Le Code de discipline militaire prévoit jusqu'à 14 ans d'emprisonnement pour vol de matériel de Sa Majesté. Malgré cela, des rations sont en vente dans eBay, où on trouve même des rations " millésimées ", par exemple de la Deuxième Guerre mondiale (39,95 \$ US pour trois).

Halal ou kascher ? Les Forces armées canadiennes ont prévu au moins un plat végétarien par repas pour convenir aux musulmans et aux juifs. Mais la demande est faible.

Les Britanniques sont plus accommodants. Parmi leurs 16 menus, 6 sont végétariens et 3 contiennent de la viande halal. Les Français offrent pour leur part la moitié de leurs menus sans porc.

A table, soldat !; " Une armée marche à son estomac ", disait Napoléon. Et que mangent les soldats canadiens

Que cache le mot " pute " ?

PUBLICATION: L'Actualité
DATE: 2007.10.15
PAGE: 7
COLUMN: Votre opinion
WORD COUNT: 624

Si je comprends bien, il faut banaliser le mot " pute " (" De l'utilisation du mot pute par la jeune femme moderne ", 15 sept. 2007). Si l'on est prêt à considérer que " pourrir " et " puer " sont le propre de la femme... Je veux souligner que tous les personnages publics artistes, politiciens ou autres devraient être conscients qu'ils ont une responsabilité envers leur public, c'est-à-dire le peuple. Je les invite donc à bien choisir leur vocabulaire, qui sera repris par ce même peuple. Une pute restera une pute, même si je respecte celles qui pratiquent cette profession. Pourquoi ne pas reprendre les mots du général Hillier et traiter nos amis " d'ordures " ? Pour rire, bien sûr ! Je me demande si ces mots ne cachent pas un malaise chez les femmes.

Jeannine Gabrielle Brion

RIGAUD

Cet article n'a pas sa place dans L'actualité. Je n'ai pris aucun intérêt à sa lecture, non plus que mes petits-enfants, déjà adultes, qui ne se sentent nullement concernés par les propos de l'auteur. Je vous félicite cependant pour la nouvelle présentation du magazine, dont je suis une fidèle abonnée.

Francine Petit

MONTRÉAL

En accordant à Nicolas Langelier, parmi 19 candidats, la première bourse La Vie en rose, nous faisons un pari. Son essai-reportage sur " l'utilisation du mot pute " nous donne raison : il y a des hommes québécois prêts à porter sur le vaste enjeu de l'égalité entre les femmes et les hommes un regard critique et résolument féministe (encore plus évident dans la version longue de l'essai, au www.p45.ca, rubrique Conversations). En écho fascinant, Nelly Arcan analyse magistralement " La disparition des femmes " dans la culture hypersexualisée d'aujourd'hui. L'actualité a publié là deux dénonciations audacieuses de l'ironie et de la putasserie, les deux mamelles (couilles ?) flasques d'une culture esclave des tendances, qui sabote en douce les rapports entre les sexes. Quant à la seconde bourse La Vie en rose, elle ciblera les jeunes femmes journalistes. Avis aux intéressées !

Françoise Guénette,

membre du défunt magazine

La Vie en rose

La juxtaposition des trois articles " De l'utilisation du mot pute par la jeune femme moderne ", " La deuxième vie de Nelly Arcan " et " La disparition des femmes ", dans le numéro du 15 septembre, projette un éclairage sombre sur le sens de l'évolution de notre civilisation. La base de celle-ci, dont nous sommes fiers, est le respect de la personne physique, émotionnelle et spirituelle, et cela, sans égard au sexe, à la race ou à la religion. Un cynisme, qui se prend pour de l'illumination, déterre les racines de notre civilisation et les détruit. Cela ne présage rien de bon. Quand je pense que l'on envoie nos soldats en Afghanistan avec la mission

d'imposer à ses habitants ce genre de civilisation, ça me donne la nausée.

Georges Sobolewski

SAINT-RÉDEMPTEUR DE LÉVIS

J'ai été très surprise de lire dans le texte de Nicolas Langelier une phrase disant que je prônais le recours aux tribunaux. Ce que j'ai affirmé en entrevue, c'est que je ne voyais pas en quoi il nous serait interdit de faire le procès des propos véhiculés dans la musique. Je signifiais par là que le " message " dans l'art n'est pas au-dessus de la critique (j'employais " faire le procès " dans le sens de critiquer, condamner). Je n'ai à aucun moment mentionné ou prôné le recours aux tribunaux.

Rhéal Jean

SHERBROOKE

Loin d'être noir, l'avenir du textile chez Annabel

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.10.15

SECTION: Économie

PAGE: 24

BYLINE: Jean-Pierre Boisvert

DATELINE: DRUMMONDVILLE

WORD COUNT: 610

Si les vêtements des soldats canadiens en Afghanistan offrent une protection pour les rendre invisibles aux rayons infrarouges, c'est grâce à l'usine drummondvilloise d'Annabel Canada, qui a vu le jour en 1996.

Fondé en Belgique par la famille Derumeaux en 1972, le Groupe Annabel se spécialise dans le textile à partir de l'extrusion du fil, jusqu'au tissage en passant par l'impression et la finition. L'entreprise drummondvilloise s'est d'abord fait connaître dans l'impression, la teinture et la finition de tissus d'ameublement. Son expertise lui a permis de pénétrer des secteurs tels que les transports et celui hautement exigeant des produits militaires.

"Nous ne fabriquons pas les vêtements militaires, précise Sylvain Giffard, directeur des ventes et marketing. Nous ne faisons qu'appliquer les produits de protection sur les tissus (avec effet anti-tache, anti-microbien et anti-feu

que nous fait parvenir Consoltex, une entreprise de Cowansville. Mais il est vrai que le militaire est pour nous une niche intéressante et importante. Cela représente 30 pour cent de notre production. Il est difficile pour moi d'en dire plus sur cette production qui est hautement confidentielle."

Virage vert et technologique

Depuis quelques années, après avoir été frappée par la crise du textile, Annabel a su se repositionner dans des tissus haute technologie, en offrant des dessins et patrons sur mesure destinés au recouvrement de fauteuils. Sa production est exportée à hauteur de 70 pour cent vers l'Europe et l'Asie.

"Nous avons quelques clients en Russie et en Chine et nous nous faisons un devoir de traduire notre site Internet en quatre langues: en français, en anglais, en russe et en chinois. Nous considérons que c'est une forme de respect", souligne M. Giffard, qui partira au début novembre pour Moscou, en compagnie de la coloriste en chef, afin de participer à une exposition d'ameublements.

Selon lui, il est impératif d'aller visiter les clients chez eux, histoire de s'imprégner de leurs vibrations culturelles. "En Ukraine par exemple, on s'est fait dire qu'en raison de la révolution Orange, la couleur orange était à éviter. En Chine, le bleu, du moins certains types de bleu, porte malheur. Ici, en Amérique, on préfère les couleurs sable pour nos fauteuils, des couleurs plus neutres. Nous préférons mettre de la couleur sur les murs. En Europe, la tendance va plutôt pour les motifs plus colorés."

"Mais ce sont des modes, ça change, ça évolue. La Chine étant maintenant plus ouverte sur le monde, on sent bien qu'elle est de plus en plus influencée par les modes extérieures."

Annabel Canada compte 35 employés. Comme c'est le cas pour de nombreuses entreprises, son département de Recherche & Développement prépare l'avenir. "Il faut beaucoup de préparation pour lancer un nouveau produit. Il faut prévoir les investissements pour les nouvelles machines, évaluer les coûts de production, mettre sur pied les cours de formation et étudier la valeur du dollar canadien. Pour une entreprise exportatrice

comme la nôtre, c'est là un détail important. Le prix au mètre carré n'est plus le même avec notre dollar qui prend de la valeur", dit M. Giffard.

A souligner qu'Annabel a effectué, depuis la dernière année, un virage environnemental dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en contrôlant ses consommations d'eau, de gaz et de produits chimiques, en modifiant ses méthodes de lavage afin de diminuer les rejets en eaux usées et en contrôlant davantage les débits d'eau. Le recyclage de certains colorants fait également partie des nouvelles pratiques instaurées.

jean-pierre.boisvert@latribune.qc.ca

Fiche signalétique

L'entreprise: Annabel Canada, 1645, rue Haggerty à Drummondville

Fondation: 1996

Nombre d'employés: 35

Spécialisée dans l'impression, la teinture et le traitement de tissus pour le marché de l'ameublement et du transport

Des propos dénoncés par le Bloc québécois

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.15
SECTION: Politique
PAGE: 15
SOURCE: La Presse; La Presse Canadienne
BYLINE: De Grandpré, Hugo
PHOTO: (Photo PC)
DATELINE: TROIS-RIVIERES
ILLUSTRATION: Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois.
WORD COUNT: 536

Les députés du Bloc québécois ont dénoncé d'une seule voix les déclarations contenues dans la nouvelle biographie de Jean Chrétien, lors du caucus de l'aile parlementaire du parti souverainiste, qui se tenait à Trois-Rivières, hier.

Dans son livre dont des extraits ont été publiés ces derniers jours, l'ancien premier ministre libéral affirme qu'une victoire du OUI au référendum de 1995 n'aurait pas nécessairement été suffisante pour permettre au Québec de se séparer.

M. Chrétien soutient que la question "tordue" posée aux Québécois ne donnait aucun mandat de sécession au gouvernement péquiste de Jacques Parizeau.

Antidémocratique, indigne d'un chef de parti tant le chef bloquiste, Gilles Duceppe, que ses députés, ont contredit avec force leur ancien rival.

"Cela veut dire que deux jours avant le référendum, lors de son discours aux Québécois, il mentait, a lancé M. Duceppe. Il a dit ce jour-là "la question est claire; si vous votez Oui, vous quittez le Canada, si vous votez Non, vous restez au Canada". C'était très clair à ce moment-là qu'il respecterait la décision."

M. Duceppe et ses députés ont maintenu que le véritable seuil à respecter lors d'un référendum au Québec est de 50% plus un.

Réal Ménard est allé encore plus loin. "Ce que cela soulève comme interrogation, c'est que l'on ne devrait pas, comme souverainistes, envisager la possibilité qu'au prochain référendum, on considère d'emmener ici une mission d'observation électorale", a lancé le député d'Hochelaga-Maisonneuve.

Il a fait valoir que le Canada participe à bon nombre de ces missions à travers le monde, "et ne peut se targuer de respecter la démocratie et ne pas reconnaître un Oui au référendum".

Dion veut de la clarté

En entrevue à Radio-Canada, le chef libéral, Stéphane Dion, n'est pas allé jusqu'à appuyer les propos de son ancien patron. Il a tout de même insisté sur l'importance de la clarté, advenant un autre référendum.

"Si jamais il devait y avoir un autre référendum, a-t-il dit, il faudrait que ce soit sur la base de la clarté, c'est-à-dire une question très claire. Et que Mme Marois, si c'est elle qui devait lancer un référendum, espérons que cela n'arrivera pas, ne le fasse que si elle a l'assurance de le gagner clairement."

M. Dion avait été très actif en 1995 en tant qu'universitaire impliqué dans le camp du Non. C'est à la suite de cette campagne que Jean Chrétien lui avait lui-même proposé de faire le saut en politique. Tous deux avaient par la suite élaboré la fameuse Loi sur la clarté.

Un parti uni prêt pour les élections

Le caucus d'hier à Trois-Rivières mettait fin à un week-end de réunions entre les membres du Bloc québécois. Celles-ci ont entre autres servi à peaufiner la préparation du parti en vue du discours du Trône et des élections générales qui pourraient le suivre.

"Il y a une grande unité qui règne au Bloc québécois. On sait où on s'en va, on a adopté un plan de match en vue des élections", a affirmé le chef durant un point de presse clôturant l'événement.

La veille, militants et parlementaires l'ont plébiscité à 95,4% lors d'un vote de confiance qu'il avait lui-même demandé, après sa tentative de 24 heures passées au Parti québécois, au printemps dernier.

Quant au discours du Trône, qui aura lieu demain, le chef a dit maintenir le cap avec les cinq demandes énoncées par sa formation il y a quelques semaines, et qui touchent les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de la foresterie, des relations fédérales-provinciales et de l'Afghanistan.

"On est très fermes sur le maintien des cinq conditions. Elles sont très claires", a dit M. Duceppe.

Le gouvernement pourrait survivre au discours du trône

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.15
SECTION:	Politique
PAGE:	13
SOURCE:	La Presse Canadienne
PHOTO:	(Photo PC) (Photo PC)
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Le premier ministre du Canada, Stephen Harper.; DISCOURS – "Nous allons regarder le discours du trône comme un tout, comme nous avons toujours dit, et nous allons penser aux intérêts des Canadiens", a déclaré M. Dion.
WORD COUNT:	489

Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il est évident que Stephen Harper désire des élections cet automne, mais que cela ne signifie pas qu'il lui en fera cadeau.

En entrevue à CTV, M. Dion a continué à jouer de prudence quant à la manière dont son parti votera sur le discours du trône, qui ouvrira la session parlementaire mardi.

"Nous allons regarder le discours du trône comme un tout, comme nous avons toujours dit, et nous allons penser aux intérêts des Canadiens", a déclaré M. Dion.

Le chef libéral a dit qu'il se garde le droit de voter contre le discours, si c'est un document "insultant" guidé par une idéologie d'extrême-droite.

Il a toutefois ajouté que si les conservateurs présentent un programme raisonnable et conciliant, les libéraux pourraient décider qu'il vaut mieux essayer de faire fonctionner le Parlement, même s'ils s'opposent à certaines mesures proposées par le premier ministre Harper.

Les libéraux se remettent de trois défaites dans des élections complémentaires au Québec le mois dernier et les récents sondages les placent loin derrière les conservateurs à l'échelle canadienne. En plus, la publication, en fin de semaine, des mémoires de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, dans lesquels celui-ci s'en prend à son ancien rival Paul Martin, n'a pas aidé les libéraux dans leurs efforts pour remonter la pente.

M. Dion a cherché à minimiser l'importance de cet événement, affirmant que les divisions qui régnaient au sein de son parti sont maintenant choses du passé.

D'autres, toutefois, ont sauté sur l'occasion pour s'attaquer aux libéraux. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accusé M. Chrétien d'avoir menti aux Québécois en 1995 en leur disant, à la veille du référendum, que l'avenir du pays était en jeu alors qu'en fait, selon ce qu'il a écrit, il n'avait aucunement l'intention d'accepter un résultat en faveur de la séparation.

M. Duceppe a aussi répété qu'il n'appuierait pas le discours du trône à moins que les conservateurs ne respectent une série de conditions, notamment un engagement ferme de mettre un terme à la mission de combat du Canada en Afghanistan et l'abolition du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciale.

Les analystes s'attendent à ce que les conservateurs utilisent le discours du Trône pour présenter un plan pour encadrer le pouvoir fédéral de dépenser, sans l'abolir complètement, ce qui serait inacceptable ailleurs au pays.

M. Harper a aussi cherché à gagner du temps sur la question afghane en créant un groupe de cinq experts, dirigé par l'ancien ministre libéral John Manley, afin d'évaluer les options et présenter un rapport tôt en 2008.

Aussi en entrevue à CTV dimanche, le chef néo-démocrate Jack Layton ne s'est pas laissé impressionner par cette mesure et a répété qu'il était prêt à aller en élection.

"La plupart des Canadiens croit que M. Harper ne va pas dans la bonne direction, a-t-il dit. Le NPD est prêt à le confronter."

M. Dion, au contraire, réserve son opinion, et les stratèges libéraux songeraient à des moyens de montrer leur opposition aux conservateurs sans forcer la tenue d'une élection.

Ainsi, les députés d'arrière-ban libéraux pourraient s'absenter ou s'abstenir lors du vote sur le discours du trône alors que les néo-démocrates et bloquistes s'y opposeraient.

Jasmyn Brassard prêt à sauter dans l'aventure

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.10.15

SECTION: Actualités

PAGE: 2

DATELINE: JONQUIERE

WORD COUNT: 548

(CB) – Pour le lieutenant-colonel Jasmyn Brassard, un homme de Chicoutimi, les trois prochaines années risquent d'être fort occupées. Il devra combiner trois rôles, soit ceux de commandant du Régiment du Saguenay, de travailleur et de père. En effet, en plus d'être à la tête d'un bataillon de 300 âmes, M. Brassard occupe un emploi chez Alcan et est père de famille. "Ce ne sera pas facile, mais c'est un défi que je suis prêt à relever", s'exclame le lieutenant-colonel avec un large sourire. Il ajoute qu'être aux commandes du Régiment du Saguenay est pour lui un immense honneur, mais également le plus gros défi de sa carrière.

D'ailleurs, il admet que lorsqu'il est entré dans les Forces canadiennes, il y a 18 ans, il ne se doutait pas qu'il se retrouverait dans ce fauteuil aujourd'hui. "Je n'aurais jamais pu imaginer que je me retrouverais commandant. J'ai gravi les échelons et c'est une très belle récompense pour tout le travail que j'ai accompli", souligne M. Brassard.

Feuille de route

Âgé de seulement 34 ans, le commandant a gravi rapidement les échelons. Il a débuté sa carrière militaire en 1989 alors qu'il s'est enrôlé au Régiment du Saguenay comme recrue. La même année, il est passé au rang d'officier. En 1992, il est promu lieutenant avant de graduer comme capitaine quelques années plus tard. En 2002, il est nommé major et il devient commandant-adjoint du Régiment du Saguenay. Un an plus tard, il est diplômé du cours de commandement et d'état-major de la milice de Kingston. Dix-huit ans après s'être enrôlé, il devient le 30^e commandant du Régiment du Saguenay. En plus de sa carrière militaire, M. Brassard est titulaire d'un diplôme d'études collégiales en avionique de l'École nationale d'aérotechnique de St-Hubert.

Commandant réserviste

Par contre, ce qui le touche encore plus, c'est d'être le premier commandant réserviste depuis les 17 dernières années. "C'est une double fierté. C'est un peu comme une reprise du contrôle de notre unité, car nous sommes une force réserviste", lance M. Brassard. Il précise que c'est important pour l'identité du régiment d'avoir à sa tête un commandant réserviste et que le régiment retrouve ainsi beaucoup d'autonomie.

Avenir

Pour ce qui est de l'avenir, le commandant affirme avoir du pain sur la planche. Ses principaux objectifs sont de regarnir la chefferie et de s'assurer que les troupes soient bien entraînées afin de fournir des membres qualifiés à la réserve pour les forces opérationnelles, notamment en Afghanistan.

D'ailleurs, treize réservistes de la région sont présentement déployés en Afghanistan et une dizaine sont en entraînement du côté de Valcartier pour être déployés au début de l'année 2008. Questionné sur la mission actuelle et sur le possible retrait des troupes, le nouveau commandant a préféré ne pas commenter la situation et laisser cette tâche au ministère de la Défense.

Bien que de nature calme, le lieutenant-colonel Jasmyn Brassard était quelque peu nerveux lors de la cérémonie de passation. Il a d'ailleurs avoué qu'il chaussait de bien grands souliers, mais qu'il était convaincu d'être à la hauteur et qu'il souhaitait même les agrandir.

Des munitions pour les bloquistes

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.10.15

SECTION: Actualités

PAGE: 6

SOURCE: La Presse

BYLINE: De Grandpré, Hugo

PHOTO: Photo: Eve Guillemette

DATELINE: Trois-Rivières

ILLUSTRATION: Le Bloc Québécois a tenu son conseil général en fin de semaine à l'hôtel Delta à Trois-Rivières. De gauche à droite, on reconnaît le député de Berthier-Maskinongé, Guy André, le président du caucus et député de Bas-Richelieu-Nicolet-Bécancour, Louis Plamondon, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, la députée de Trois-Rivières, Paule Brunelle et le député de Saint-Maurice-Champlain, Jean-Yves Laforest.

WORD COUNT: 493

Les députés du Bloc québécois ont dénoncé d'une seule voix les déclarations contenues dans la nouvelle biographie de Jean Chrétien, lors du caucus de l'aile parlementaire du parti souverainiste, qui se tenait à Trois-Rivières, hier.

Dans son livre dont des extraits ont été publiés ces derniers jours, l'ancien premier ministre libéral affirme qu'une victoire du OUI au référendum de 1995 n'aurait pas nécessairement été suffisante pour permettre au Québec de se séparer.

M. Chrétien soutient que la question "tordue" posée aux Québécois ne donnait aucun mandat de sécession au gouvernement péquiste de Jacques Parizeau.

Antidémocratique, indigne d'un chef de parti, tant le chef bloquiste, Gilles Duceppe, que ses députés, ont contredit avec force leur ancien rival.

"Cela veut dire que deux jours avant le référendum, lors de son discours aux Québécois, il mentait, a lancé M. Duceppe. Il a dit ce jour-là "la question est claire; si vous votez Oui, vous quittez le Canada, si vous votez Non, vous restez au Canada".C'était très clair à ce moment-là qu'il respecterait la décision."

M. Duceppe et ses députés ont maintenu que le véritable seuil à respecter lors d'un référendum au Québec est de 50% plus un.

Réal Ménard est allé encore plus loin. "Ce que cela soulève comme interrogation, c'est que l'on ne devrait pas, comme souverainistes, envisager la possibilité qu'au prochain référendum, on considère d'emmener ici une mission d'observation électorale", a lancé le député d'Hochelaga-Maisonneuve.

Il a fait valoir que le Canada participe à bon nombre de ces missions à travers le monde, "et ne peut se targuer de respecter la démocratie et ne pas reconnaître un Oui au référendum".

Dion veut de la clarté

En entrevue à Radio-Canada, le chef libéral, Stéphane Dion, n'est pas allé jusqu'à appuyer les propos de son ancien patron. Il a tout de même insisté sur l'importance de la clarté, advenant un autre référendum.

"Si jamais il devait y avoir un autre référendum, a-t-il dit, il faudrait que ce soit sur la base de la clarté, c'est-à-dire une question très claire. Et que Mme Marois, si c'est elle qui devait lancer un référendum – espérons que cela n'arrivera pas – ne le fasse que si elle a l'assurance de le gagner clairement."

Un parti uni prêt pour les élections

Le caucus d'hier à Trois-Rivières mettait fin à un week-end de réunions entre les membres du Bloc québécois. Celles-ci ont entre autres servi à peaufiner la préparation du parti en vue du discours du Trône et des élections générales qui pourraient le suivre.

"Il y a une grande unité qui règne au Bloc québécois. On sait où on s'en va on a adopté un plan de match en vue des élections", a affirmé le chef durant un point de presse clôturant l'événement.

La veille, militants et parlementaires l'ont plébiscité à 95,4% lors d'un vote de confiance qu'il avait lui-même demandé, après sa tentative de 24 heures de passer au Parti québécois, au printemps dernier.

Quant au discours du Trône, qui aura lieu demain, le chef a dit maintenir le cap avec les cinq demandes énoncées par sa formation il y a quelques semaines, et qui touchent les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de la foresterie, des relations fédérales-provinciales et de l'Afghanistan.

"On est très fermes sur le maintien des cinq conditions. Elles sont très claires", a dit M. Duceppe. Avec La Presse Canadienne

Dion ne fera pas de cadeau à Harper

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.15
SECTION: Actualités
PAGE: 2
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Brown, Jim
WORD COUNT: 501

Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il est évident que Stephen Harper désire des élections cet automne, mais que cela ne signifie pas qu'il lui en fera cadeau.

En entrevue à CTV, M. Dion a continué à jouer de prudence quant à la manière dont son parti votera sur le discours du Trône, qui ouvrira la session parlementaire demain.

"Nous allons regarder le discours du Trône comme un tout, comme nous avons toujours dit, et nous allons penser aux intérêts des Canadiens", a déclaré M. Dion.

Le chef libéral a dit qu'il se garde le droit de voter contre le discours, si c'est un document "insultant" guidé par une idéologie d'extrême-droite.

Il a toutefois ajouté que si les conservateurs présentent un programme raisonnable et conciliant, les libéraux pourraient décider qu'il vaut mieux essayer de faire fonctionner le Parlement, même s'ils s'opposent à certaines mesures proposées par le premier ministre Harper.

Les libéraux se remettent de trois défaites dans des élections complémentaires au Québec le mois dernier et les récents sondages les placent loin derrière les conservateurs à l'échelle canadienne. En plus, la publication, en fin de semaine, des mémoires de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, dans lesquels celui-ci s'en prend à son ancien rival Paul Martin, n'a pas aidé les libéraux dans leurs efforts pour remonter la pente.

M. Dion a cherché à minimiser l'importance de cet événement, affirmant que les divisions qui régnaient au sein de son parti sont maintenant choses du passé.

D'autres, toutefois, ont sauté sur l'occasion pour s'attaquer aux libéraux. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accusé M. Chrétien d'avoir menti aux Québécois en 1995 en leur disant, à la veille du référendum, que l'avenir du pays était en jeu alors qu'en fait, selon ce qu'il a écrit, il n'avait aucunement l'intention d'accepter un résultat en faveur de la séparation.

M. Duceppe a aussi répété qu'il n'appuierait pas le discours du Trône, à moins que les conservateurs ne respectent une série de conditions, notamment un engagement ferme de mettre un terme à la mission de combat du Canada en Afghanistan et l'abolition du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciale.

Les analystes s'attendent à ce que les conservateurs utilisent le discours du Trône pour présenter un plan pour encadrer le pouvoir fédéral de dépenser, sans l'abolir complètement, ce qui serait inacceptable ailleurs au pays.

M. Harper a aussi cherché à gagner du temps sur la question afghane en créant un groupe de cinq experts, dirigé par l'ancien ministre libéral John Manley, afin d'évaluer les options et présenter un rapport tôt en 2008.

Aussi en entrevue à CTV, hier, le chef néo-démocrate Jack Layton ne s'est pas laissé impressionner par cette mesure et a répété qu'il était prêt à aller en élection. "La plupart des Canadiens croit que M. Harper ne va pas dans la bonne direction, a-t-il dit. Le NPD est prêt à le confronter."

M. Dion, au contraire, réserve son opinion, et les stratèges libéraux songeraient à des moyens de montrer leur opposition aux conservateurs sans forcer la tenue d'une élection.

Ainsi, les députés d'arrière-ban libéraux pourraient s'absenter ou s'abstenir lors du vote sur le discours du Trône alors que les néo-démocrates et bloquistes s'y opposeraient.

Au coeur de la tourmente; Des soldats canadiens racontent les circonstances d'un attentat suicide à Spin Boldak

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.15
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: La Presse Canadienne
PHOTO: photo la presse canadienne
DATELINE: KANDAHAR
ILLUSTRATION: Le major Pierre Huet et le lieutenant Charles Gendron font le point devant les journalistes à Kandahar.
WORD COUNT: 305

L'auteur de l'attentat suicide qui s'est fait exploser au milieu d'un marché bondé à Spin Boldak, en Afghanistan, samedi, avait bourré son engin explosif de roulements à billes afin de faire le plus de victimes possible.

Des huit personnes mortes dans l'attentat, cinq étaient des civils célébrant la fête musulmane de l'Aïd Al-Fitr. Trois étaient membres de la police frontalière afghane, souvent la cible d'attentats des talibans.

"C'est la fin du ramadan, alors il y a beaucoup de festivités en Afghanistan", a expliqué le major Pierre Huet, commandant de l'escadron de reconnaissance canadien qui a mis sur pied une station de tri des blessés à la base avancée des Canadiens à Spin Boldak, afin de soigner les victimes. "Le marché était plein. Il y avait beaucoup de jeux pour les enfants, beaucoup de gens au marché."

Sept personnes ont été tuées instantanément quand le kamikaze s'est fait sauter. Une autre victime est décédée en route vers l'hôpital militaire de la base de Kandahar. Deux enfants étaient au nombre des survivants traités par des soldats canadiens à Spin Boldak.

"Nous avons reçu environ 10 camions pleins de blessés, de cinq à six blessés par camion", a raconté le major Huet aux journalistes, hier. Deux médecins ont été dépêchés de la base de Kandahar, mais en attendant, des professionnels des urgences appartenant à l'escadron ont immédiatement entrepris de traiter les blessés.

Vingt et un des 36 survivants ont été évacués par voie aérienne en direction de l'hôpital militaire multinational de la base de Kandahar. Des soldats canadiens à Spin Boldak ont emmené les autres survivants à l'hôpital local à bord de blindés.

A Kandahar, tout le personnel médical multinational de la base, soit 120 personnes, a été requis d'urgence pour soigner les victimes à mesure que celles-ci arrivaient par hélicoptère.

Cinq patients demeuraient hospitalisés à la base de Kandahar hier. Les autres avaient été évacués vers des installations militaires des bases de l'OTAN à Terin Kot, à Camp Bastion et à Kaboul.

Embarrassant génocide

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.15
SECTION: LE MONDE
PAGE: b1
BYLINE: Brousseau, François
WORD COUNT: 804

Reconnaître ou ne pas reconnaître le génocide arménien? Ce questionnement, qui relève de l'évidence pour un grand nombre d'historiens et d'honnêtes citoyens du monde, reste pourtant en 2007 un «os» indélogeable pour la grande majorité des Turcs...

Le premier ministre Tayyip Erdogan, lui-même un homme ouvert et modéré, artisan de l'étonnante modernisation en cours dans son pays sous la houlette des «post-islamistes», a déclaré la semaine dernière: «Il est inacceptable que la nation turque soit accusée d'une chose qui n'a jamais eu lieu dans l'histoire.»

Le génocide arménien: un «os» turc en forme de dénégation butée... qui se double aujourd'hui d'une «patate chaude» pour les élus américains.

Le président Bush a dénoncé le vote de la semaine dernière – par un comité de la Chambre des représentants – sur la reconnaissance du génocide arménien de 1915. Comment ça? Les États-Unis, toujours au premier rang pour préserver la mémoire du génocide juif, minimisent-ils l'effroyable et systématique massacre entrepris il y a 92 ans par le Parti des Jeunes Turcs contre les sujets arméniens de l'Empire ottoman?

Non, non, répond la Maison-Blanche, pourtant engagée de façon décidée aux côtés des représentants turcs pour éviter que ce vote en comité ne devienne, demain, la politique officielle des États-Unis d'Amérique. Les massacres de 1915–1917, ont été «massifs et horribles», reconnaît la Maison-Blanche, mais les qualifier de «génocide», cela risque d'aliéner le gouvernement turc, un précieux allié que l'on se doit de ménager.

Où l'on voit que les débats sur la vérité historique – qui sont aussi des débats moraux – peuvent se voir manipulés ou déformés par des considérations stratégiques... et par l'action des lobbies!

Il y a le lobby arménien aux États-Unis – très influent en Californie par exemple – qui tente d'obtenir depuis des années ce vote de la Chambre des représentants et qui sait que la cause historique des Arméniens a beaucoup progressé dans le monde depuis quelques années...

Déjà, en 1980, l'Assemblée nationale du Québec reconnaissait le génocide arménien. Mais c'est dans les années 1990 et 2000 que ce mouvement de reconnaissance va s'accroître. Ce sera l'Assemblée nationale française en 2001; la Chambre des communes canadienne en 2004: au total, 22 pays ont adopté à ce jour des résolutions sur le génocide arménien.

Il y a aussi un lobby turc qui se déploie avec vigueur, ces jours-ci, auprès des législateurs américains, pour éviter que la Chambre plénière ne confirme bientôt le vote «scandaleux» de 27 à 21 au comité des Affaires étrangères, mercredi dernier.

Et puis, il y a un lobby... américain! Washington qui envoie en catastrophe des émissaires en Turquie pour essayer de réparer les pots cassés... Et la Maison-Blanche qui envoie les Condoleezza Rice et autres

émisaires pour répéter aux sénateurs et représentants: «Non, on ne doit pas dire ça, il ne faut pas parler de génocide arménien, il ne faut pas provoquer inutilement nos amis turcs...»

Au moins la Maison-Blanche est-elle franche lorsqu'elle admet que toute cette mobilisation «anti-reconnaissance», c'est bien parce que la Turquie reste en 2007 – et malgré la querelle de 2003 sur l'invasion de l'Irak à partir de son territoire – un allié précieux qu'il faut absolument ménager.

La Turquie a une bonne frontière commune avec l'Irak, sur son front sud-est. Non loin de là, à Incirlik, se trouve une base militaire de l'OTAN, plaque tournante pour les forces américaines en transit vers l'Irak ou l'Afghanistan.

Alors... si les Turcs se fâchaient vraiment, ils pourraient dire un matin à Washington: c'est fini, plus d'escales, plus de ravitaillements, plus d'expéditions à partir de la Turquie... Problèmes logistiques à l'horizon!

Par ailleurs, il y a la question kurde... Avec la question arménienne, c'est l'autre épine au pied de la Turquie... mais celle-là, elle n'appartient pas seulement à l'Histoire. Elle fait partie de l'actualité la plus brûlante!

Malgré l'élection, cet été, de députés kurdes au Parlement d'Ankara, les attentats du PKK séparatiste ont repris... ce qui indigné le peuple turc, qui se lève comme un seul homme contre ces attentats. Où se trouve la base arrière du PKK? Juste de l'autre côté de la frontière, au Kurdistan irakien...

Conséquence: les bruits de bottes turques se multiplient! Le parlement d'Ankara se préparait, ce week-end, à donner l'aval au gouvernement pour qu'il lance des opérations militaires en Irak.

Cette éventualité épouvante Washington: la dernière chose que veulent les Américains en Irak, c'est d'un nouveau front de guerre, entre la Turquie et les Kurdes toujours à la recherche d'un pays... Au Kurdistan, le seul endroit en Irak où régnait encore un calme relatif!!!

D'où cette citation savoureuse, jeudi, d'un porte-parole du département d'État américain, Sean McCormack: «Je ne suis pas sûr que les incursions unilatérales dans un pays étranger soient la solution.» Je propose de la désigner... citation de la semaine!

François Brousseau est chroniqueur d'information internationale à Radio-Canada. On peut l'entendre tous les jours à l'émission Désautels à la Première Chaîne radio, et lire ses carnets sur www.radio-canada.ca/nouvelles/carnets.

francobrousso@hotmail.com

Un allié aux pieds d'argile

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.15
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Taillefer,
Guy
WORD COUNT: 782

Au chevet du régime mal en point qui tient lieu de gouvernement à Islamabad, les États-Unis tentent de sauver la présidence de Pervez Moucharraf en l'unissant dans un mariage de raison à l'ex-première ministre Benazir Bhutto, dont on attend le retour triomphal au Pakistan, jeudi prochain, après plus de huit ans d'exil. Entre le fascinant activisme antimilitaire dont s'est mise à faire preuve la justice du pays et l'explosion de violence dans le nord taliban, le mariage est trop bancal pour tenir très longtemps. Autre semaine de tous les dangers au Pakistan, plongé depuis six mois dans une confusion politique où la dictature, l'opposition démocratique, les juges et les islamistes sont engagés dans un bras de fer qui pourrait très bien déboucher, avec l'aimable et discrète bénédiction de Washington, sur une suffocante remise en ordre militaire. Le Pakistan est l'illustration qu'il y a des limites à faire semblant d'être une démocratie...

C'est que le déguisement trompe de moins en moins. M. Moucharraf a été élu le samedi 6 octobre à la présidence à l'issue d'un vote, boycotté par l'opposition, qui ne lui procure aucune légitimité. La situation est d'autant plus précaire que sa victoire n'a pu être immédiatement proclamée, pour cause de recours constitutionnel de l'opposition contre la candidature du général devant la Cour suprême, qui se penchera cette semaine sur la question.

Il y a trois jours, une autre tuile est tombée sur l'opération de sauvetage du président-général, mettant à mal la pièce maîtresse de son plan de partage du pouvoir avec Benazir Bhutto – un plan l'abritant d'accusations de corruption en vertu d'un «décret de réconciliation nationale» pris la veille de la fausse élection présidentielle. Mme Bhutto pourra toujours rentrer jeudi prochain, ce qu'elle a toujours l'intention de faire, mais la Cour suprême, encore elle, a décidé de se réserver le droit d'invalidier le décret d'amnistie.

Que M. Moucharraf et Mme Bhutto, qui se sont toujours détestés, aient concocté une alliance montre bien à quel point tout relève actuellement au Pakistan d'une stupéfiante tentative de rafistolage. M. Moucharraf, qui attend de Mme Bhutto qu'elle légitime son autorité et l'aide à freiner la popularité croissante des partis islamistes, calcule aujourd'hui qu'il y a moins de risques à tenter de la coopter qu'à la garder en exil. En acceptant de jouer le jeu, Benazir Bhutto, héroïne du camp démocrate des années 1980, compte redevenir première ministre, pour la troisième fois, aux législatives de janvier prochain, ce qui est tout à fait plausible, vu l'influence et la popularité de son Parti du peuple pakistanais (PPP).

Que le rafistolage soit largement conçu sous pressions américaines angoissées fait par ailleurs que Mme Bhutto joue avec le feu: les sondages indiquent que la population, qui est aussi hostile aux militaires pakistanais qu'aux États-Unis, se méfie d'elle de plus en plus...

Ces considérations importent apparemment bien peu aux États-Unis, s'agissant pour eux, dans l'immédiat, de permettre à M. Moucharraf de s'accrocher au pouvoir et de sauver la peau d'un allié crucial dans sa «guerre contre le terrorisme». La nervosité américaine est d'autant plus vive que la grave crise du pouvoir se produit alors que l'attention militaire d'Islamabad est requise d'urgence dans le nord du pays où, comme en font foi les très violents affrontements de la dernière semaine, des milliers de talibans et de militants d'al-Qaïda se sont regroupés dans le dessein de lancer une importante campagne contre les forces de l'OTAN dans le sud de

l'Afghanistan.

Où en serait le Pakistan si les États-Unis n'avaient scellé depuis 50 ans leurs relations avec Islamabad, comme du reste une large part de leur politique étrangère, autour de la conclusion de contrats militaires?

Les États-Unis ont donné 10 milliards de dollars au Pakistan depuis le 11-Septembre. Premier acheteur d'armes dans les pays en développement en 2006, l'establishment militaire pakistanais vient de faire l'acquisition, au montant de trois milliards de dollars, de nouveaux chasseurs américains F-16... Géopolitiquement, le tout militaire fait loi. Le mariage arrangé entre Mme Bhutto et M. Moucharraf, peu importe qu'il renonce à l'uniforme de chef des armées, est sous cet angle aussi fragile que factice.

Un haut gradé américain déclarait l'année dernière: les États-Unis aiment conclure des contrats militaires parce que «ça nous donne de l'influence et renforce nos amitiés». Cela n'empêche pas, heureusement, la population d'ouvrir les yeux ni les juges de se braquer.

Le Bloc jouera la carte identitaire; « On va revenir à l'essence de notre projet, le fait que nous soyons une nation francophone en Amérique », lance Gilles Duceppe devant ses militants

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.10.15

SECTION: LES ACTUALITÉS

PAGE: a3

BYLINE: Cornellier, Manon

PHOTO: Nadeau, Jacques

ILLUSTRATION: Avec l'appui de 95,4 % des 219 délégués au conseil général du Bloc à Trois-Rivières samedi, Gilles Duceppe a pu dissiper les doutes quant à son avenir et les rumeurs de son départ prochain d'Ottawa.

WORD COUNT: 1116

Trois-Rivières – Le Bloc québécois jouera à son tour la carte identitaire lors de la rentrée parlementaire de demain et des prochaines élections fédérales qui pourraient avoir lieu aussi tôt que cet automne. Confronté à la remontée des conservateurs au Québec, en particulier auprès des francophones nationalistes, le chef bloquiste Gilles Duceppe veut parler «des intérêts, des valeurs et de l'identité québécoise».

«Notre mouvement, qui porte le seul véritable projet de société de la nation québécoise, est fondé sur l'identité. [...] Ce que je vous propose, c'est que le Bloc québécois [...] accentue son rôle de défenseur, non seulement des intérêts, mais aussi des valeurs et de l'identité québécoise. On va revenir à l'essence de notre projet, le fait que nous soyons une nation francophone en Amérique. A Ottawa, il y a un seul parti qui peut faire ça, c'est le nôtre», a lancé le chef bloquiste Gilles Duceppe aux quelque 250 militants réunis samedi à Trois-Rivières.

Fort de l'appui sans équivoque de ses troupes à la veille de la présentation du discours du Trône et de la tenue d'un vote de confiance qui pourrait mener à la tenue d'élections précipitées, le chef bloquiste adapte son propos pour mieux défendre la pertinence de sa formation politique simplement présentée, par le passé, comme le premier défenseur des intérêts des Québécois.

Cette démarche va même se poursuivre devant la commission Bouchard-Taylor qui se penche sur la question des accommodements raisonnables. Le Bloc y présentera un mémoire lors de son passage à Montréal.

Comme la semaine dernière à Montréal et à Québec, il dit vouloir que le Québec ait l'entière responsabilité de l'intégration des immigrants et ne soit plus soumis à la politique fédérale du multiculturalisme. Il exige aussi que la Loi sur les langues officielles et le Code canadien du travail soient modifiés pour confirmer la préséance de la loi 101 dans tous les lieux de travail au Québec. Selon M. Duceppe, il s'agit de donner corps à la reconnaissance de la nation québécoise adoptée par le Parlement fédéral.

Le vrai adversaire

Le Bloc a toujours eu, élection après élection, à expliquer sa raison d'être. La prochaine ne fera pas exception, conviennent les députés en privé. Selon un d'entre eux, il est clair que cette nouvelle insistance sur l'«essence» du Bloc, la nation, la langue et les valeurs vise à toucher la corde sensible des nationalistes séduits par le

Le Bloc jouera la carte identitaire; « On va revenir à l'essence de notre projet, le fait que nous soyons une n

«fédéralisme d'ouverture» de Stephen Harper.

Un sondage Ipsos–Reid, paru en fin de semaine, confirme que le premier adversaire du Bloc au Québec est maintenant le Parti conservateur. L'enquête donnait 33 % d'appuis au Bloc comparativement à 27 % aux conservateurs, 18 % aux libéraux et 16 % au NPD. Il faut noter cependant que la marge d'erreur était de 6,6 %, ce qui a incité les bloquistes à le prendre avec circonspection, surtout que d'autres sondages affichent un écart plus important en faveur du Bloc.

Ces chiffres n'ont pas refroidi les ardeurs du chef à la veille du discours du Trône et de possibles élections précipitées. Le Bloc a fixé cinq conditions pour appuyer le plan conservateur et, du même coup, éviter un scrutin. Il n'en démord pas. «J'ai dit que c'était cinq conditions, c'est cinq conditions», a martelé M. Duceppe hier. Il demande la fin du pouvoir fédéral de dépenser dans les domaines de juridiction provinciale, le maintien de la gestion de l'offre, une aide pour les secteurs forestier et manufacturier, la fin de la mission de combat en Afghanistan dès février 2009 et le respect du protocole de Kyoto.

Mais les conservateurs représentent une menace réelle si on se fie aux attaques incessantes que Gilles Duceppe leur réserve. «Au-delà du marketing, les conservateurs ne sont pas en phase avec le Québec, ni sur la politique étrangère, ni sur l'environnement, les questions sociales ou économiques», a-t-il martelé samedi, avant de se lancer dans une énumération des politiques qu'il désapprouve.

Cadeau de Chrétien

Quant aux libéraux, ils ne préoccupent pas beaucoup les bloquistes qui ont même eu droit à de nouvelles munitions pour s'attaquer à leur chef Stéphane Dion, grâce à la démission de Jean Chrétien. Dans ses mémoires, qui doivent être en librairie aujourd'hui mais qui ont fait l'objet d'une fuite samedi, M. Chrétien répète qu'une mince victoire souverainiste à partir de la question «tordue» de 1995 «n'aurait pu être interprétée comme la preuve irréfutable que la majorité des Québécois voulaient rompre leurs liens historiques avec le Canada». Bref, ça n'aurait pu représenter un «mandat de sécession», selon lui.

Ces propos ont choqué des députés bloquistes, bien que peu aient été surpris, se rappelant les déclarations similaires de M. Chrétien par le passé. Le chef bloquiste a conclu que M. Chrétien avait donc menti à la population à la veille du référendum en déclarant qu'un vote pour le OUI était un choix sans retour. «De la part du premier ministre canadien, ce n'est pas tellement responsable d'agir ainsi», a-t-il dit en conférence de presse de clôture hier.

Le leader parlementaire, Pierre Paquette, a vite fait de faire le lien avec Stéphane Dion. «C'est tout à fait dans la logique de M. Chrétien et de la Loi sur la clarté. M. Dion a d'ailleurs des problèmes au Québec actuellement à cause de cette loi.»

Pari électoral

Les militants bloquistes ont passé la fin de semaine à parler organisation électorale, mobilisation et finances. Le Bloc n'a plus de dettes et affirme avoir 2,5 millions de dollars dans les coffres de ses associations locales. La moitié des candidats ont été choisis.

Selon l'organisateur en chef, le député Mario Laframboise, qui a fait la tournée de toutes les circonscriptions, les organisateurs locaux sont tous en poste et le parti «a tous les moyens financiers pour faire face à des élections».

Les députés se sont réunis à leur tour hier pour préparer la rentrée parlementaire et d'éventuelles élections. Mais certains avouent qu'ils ne sont plus aussi sûrs qu'il y aura un scrutin cet automne, étant donné l'état de santé des libéraux. «Je ne serais pas porté à aller en élection si j'étais libéral», a avoué le président du caucus,

Le Bloc jouera la carte identitaire; « On va revenir à l'essence de notre projet, le fait que nous soyons une n

Louis Plamondon.

Le conseil général a aussi profité de l'occasion pour renouveler sa confiance en son chef, un vote tenu à sa demande après sa courte incursion en politique provinciale, le printemps dernier. Avec l'appui de 95,4 % des 219 délégués, Gilles Duceppe a pu dissiper les doutes quant à son avenir et les rumeurs de son départ prochain d'Ottawa.

Un nouveau vote de confiance aura lieu lors du congrès du parti à l'automne 2008, et M. Duceppe promet d'y être, à moins de perdre d'ici là ses élections.

Collaboratrice du Devoir

John Manley et Bob Rae

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.15
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Hébert, Chantal
WORD COUNT: 970

La nomination de John Manley comme président d'un groupe de travail chargé de conseiller le premier ministre Stephen Harper sur le suivi à donner à la mission canadienne en Afghanistan n'impressionnera guère ceux qui voient le déploiement comme une simple prolongation des efforts du Canada pour se faire bien voir de l'administration américaine. Du temps où il était ministre fédéral, M. Manley était associé à l'aile droite du gouvernement en matière économique et il était considéré comme un des rares ténors libéraux à être ouvertement pro-américain.

Mais le recrutement d'un des personnages les plus respectés de l'ancien régime libéral – ex-vice premier ministre et réputé pour son franc-parler de surcroît – ne passera pas inaperçu auprès d'une frange critique d'électeurs centristes qui pourraient faire la différence entre libéraux et conservateurs et majorité ou minorité aux prochaines élections. Ces électeurs sont souvent des orphelins du naufrage de l'ancien Parti progressiste-conservateur en 1993. Leur adhésion au PLC est relativement récente. Depuis 10 mois, bon nombre d'entre eux ont de la difficulté à trouver un terrain d'entente avec Stéphane Dion.

Les avances du chef libéral à Elizabeth May et au Parti vert, ses positions très tranchées sur les dossiers de Kyoto et de l'Afghanistan, son peu d'engouement pour un programme plus musclé en matière de justice n'ont rien pour les mettre à l'aise. A tout prendre, ils sont plus susceptibles de s'identifier à John Manley qu'à Bob Rae, l'ex-premier ministre néo-démocrate désigné critique libéral aux affaires étrangères par Stéphane Dion la semaine dernière. C'est un sentiment que partagent paradoxalement des députés libéraux qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans la position de leur parti!

Le Canada n'a plus ces années-ci ce que les anglophones appellent un «parti naturel de gouvernement», c'est-à-dire une formation dont la composition et le positionnement la prédisposent à des victoires électorales à répétition. Le PLC a occupé cette position privilégiée pendant tout le XXe siècle. Leur capacité de faire le pont entre le Québec et le reste du Canada avait alors valu aux libéraux fédéraux d'être au pouvoir plus souvent qu'à leur tour. Ce n'est plus le cas. L'effritement de la coalition libérale fédérale a commencé bien avant l'arrivée de son chef actuel non seulement à la tête du parti mais dans les rangs de ses figures de proue. La première erreur de Stéphane Dion à cet égard consiste à ne jamais avoir pris acte de cette réalité. La seconde se résume à avoir sous-estimé la détermination de son adversaire conservateur à installer sa propre formation dans l'ancienne niche libérale.

Au lendemain des élections de 2006, bien des libéraux ont voulu croire que la victoire de Stephen Harper constituait une aberration, une usurpation temporaire de la place qui leur revenait de droit. Lors de la course au leadership de l'automne dernier, M. Dion s'est fait le principal champion de cette thèse qui avait le mérite, pour bien des militants, de ne remettre en cause aucun des fondements du credo du parti. Le problème, c'est qu'elle ne tient plus la route et que les libéraux – à commencer par leur chef – semblent devoir être les derniers à s'en apercevoir.

Au fil de la décennie pendant laquelle la droite a vécu divisée au Canada, le concept d'un État fédéral à parti unique avait fait son chemin dans les esprits et les comportements. L'habitude de composer avec une autre coalition gouvernementale que celle des libéraux s'était largement perdue. Mais, ces derniers mois, la société civile a commencé à prendre acte de la place de plus en plus incontournable que le Parti conservateur s'est taillée sur l'échiquier fédéral. La décision de John Manley de s'associer au régime Harper frappe peut-être plus singulièrement que la moyenne l'imaginaire libéral, mais elle s'inscrit également dans une tendance lourde.

Le printemps dernier, les Premières Nations ont brisé la glace en acceptant de collaborer avec le ministre Jim Prentice. Plus récemment, le mouvement syndical – en particulier les travailleurs de l'automobile – ont jeté quelques ponts avec le gouvernement Harper. Les milieux culturels se sont résignés à la même démarche. Plus le temps passe, plus les écologistes font figure de noyau dur dans leur résistance à tout crin aux conservateurs.

Depuis vingt mois, Stephen Harper a entrepris de transformer son parti en parti de gouvernement. Le Discours du trône qui sera lu demain est une étape cruciale de cette métamorphose. Sans égard au fait qu'il sera suivi ou non d'une campagne électorale, il s'agit sans doute du discours le plus important – tout au moins jusqu'à présent – de la carrière de premier ministre de M. Harper. Ce sera vraisemblablement le plus révélateur.

En 2006, le chef conservateur avait fait campagne sur un programme tellement modeste qu'il frisait l'insignifiance. La décision de livrer le discours de demain en soirée, pendant les heures de grande écoute, laisse présager une feuille de route plus substantielle. Le texte pourrait signaler l'abandon du clientélisme dont le gouvernement a atteint les limites aussi bien dans les sondages qu'au Parlement, le printemps dernier, au profit d'une vision plus globale.

A la veille d'un Discours du trône destiné, d'une façon ou d'une autre, à constituer un moment–charnière dans la vie du Parlement minoritaire, la question n'est plus de savoir si les conservateurs sont en voie de se transformer en parti de pouvoir. C'est évident. Ce qu'il faut plutôt se demander, c'est si le PLC n'est pas en aussi bonne voie de se métamorphoser en parti d'opposition. *** chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Chrétien n'a pas de regrets; L'ancien premier ministre écorche Paul Martin mais n'accepte aucun blâme

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.15
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Cornellier, Manon
WORD COUNT: 1342

L'ancien premier ministre Jean Chrétien n'est pas homme à avoir des regrets ou des doutes. Même lorsqu'il s'agit de ses initiatives les plus controversées, comme la Loi sur la clarté ou le programme des commandites. Des reproches, par contre, il en a, en particulier pour son successeur Paul Martin qu'il ne ménager pas dans son dernier livre qui sort en librairie aujourd'hui. L'expérience du référendum de 1995 occupe une place de choix dans son livre, en particulier les suites qu'il lui a données.

«Je n'ai pas discuté alors, et je n'en discuterai jamais, de ce que j'aurais fait si le OUI l'avait emporté», écrit Jean Chrétien dans son livre *Passion politique* qui porte sur ses années au poste de premier ministre.

Par contre, il a toujours cru qu'une mince majorité n'aurait pu être interprétée comme un mandat pour faire la souveraineté, surtout à partir d'une question «tordue» comme celle adoptée par le gouvernement de Jacques Parizeau. «Les événements auraient été chaotiques; les émotions auraient été portées à leur comble; mais le fait demeure qu'une mince majorité pour le Oui n'aurait pas pu être interprétée comme la preuve irréfutable que la majorité des Québécois voulaient rompre leurs liens historiques avec le Canada, écrit-il. Il aurait fallu beaucoup, beaucoup de temps pour résoudre tous les problèmes, sans que les séparatistes soient sûrs de leur triomphe en fin de compte.»

De passage aux Couloirs du pouvoir, sur les ondes de Radio-Canada, le chef libéral Stéphane Dion a fait écho à son ancien patron hier. Il a répété qu'aucun pays ne peut accepter une scission sans qu'une majorité «claire» de la population en exprime le désir.

C'est d'ailleurs pour éviter que le Canada ne se retrouve devant la même situation qu'en 1995 que Jean Chrétien a attiré M. Dion en politique et fait adopter la Loi sur la clarté. Cette dernière exige que le Parlement évalue la clarté de la question et du résultat avant d'accorder un mandat de négociation au gouvernement fédéral. Jean Chrétien refuse de parler d'un seuil car, selon lui, «le gouvernement en poste doit être en mesure d'interpréter ce qui constitue une majorité selon les facteurs religieux, linguistiques, régionaux et sociaux qui entrent en jeu».

Jean Chrétien revient sur le programme des commandites, dont il ne s'excuse absolument pas. Au contraire, il le défend, comme il le fait avec Alfonso Gagliano. L'ancien premier ministre persiste à croire que ce programme était un élément «nécessaire» de sa stratégie de défense de l'unité du pays.

M. Chrétien «déploie le fait qu'une poignée d'individus sans scrupules aient enfreint la loi et ainsi trahi leurs collègues, leur gouvernement et leur pays pour se remplir les poches», mais il pense qu'il revenait à la police de leur mettre la main au collet après le dépôt du rapport de la vérificatrice générale. C'est, en tout cas, ce qu'il aurait fait et qui aurait évité bien des maux de tête à son parti.

A qui la faute?

A son avis, Paul Martin serait au pouvoir aujourd'hui s'il n'avait pas été si pressé d'en prendre les rênes et ne s'était pas précipité pour créer une commission d'enquête. Une décision que Jean Chrétien réproouve complètement, bien qu'il s'abstienne de faire des commentaires sur la commission Gomery elle-même ou son président avec qui il a eu maille à partir.

Il ne cache pas cependant son aversion pour les commissions d'enquête dont il a compris les travers en suivant celle qu'il avait mise sur pied pour enquêter sur la mort d'un jeune Somalien aux mains de soldats canadiens. «Il est dans la nature des enquêtes publiques de se muer en procès-spectacle, en parodie de justice, en cirque politique», dit-il.

M. Chrétien ne prend jamais la responsabilité de quelques rares politiques qui ont tourné au vinaigre ou qui se sont embourbés dans des controverses. Des journalistes qui montent des scandales en épingle à ses successeurs qui ont miné ses initiatives, la faute en revient généralement aux autres.

Il affirme, par exemple, qu'il avait réussi à maintenir les troupes canadiennes en Afghanistan dans des rôles leur évitant les missions les plus dangereuses. «Malheureusement, mon successeur ayant trop tardé à décider si le Canada devait ou non prolonger le mandat à la tête de la [force internationale], nos soldats ont été retirés de Kaboul et dépêchés de nouveau dans le sud pour combattre les talibans sur les champs de bataille meurtriers entourant Kandahar», affirme-t-il.

Lorsqu'il explique ses raisons pour avoir ratifié le protocole de Kyoto, il attribue à ses successeurs une bonne partie de l'incapacité du Canada d'atteindre ses objectifs. Il ne les nomme pas, mais ne fait pas de distinction non plus entre Paul Martin et Stephen Harper. «Malheureusement, pour des raisons politiques ou idéologiques, mes successeurs ont cédé aux craintes et aux menaces du lobby anti-Kyoto et causé de sérieux torts aux progrès réalisés au Canada ainsi qu'à notre réputation», écrit-il, sans relever que le Plan vert dont les libéraux se vantent encore aujourd'hui est celui que Stéphane Dion a élaboré alors qu'il était ministre de l'Environnement, dans le cabinet Martin.

Trahison

Paul Martin se fait maintes fois écorché. M. Chrétien ne se livre pas à une charge en règle contre son successeur mais les flèches assassines sont nombreuses, au point de laisser l'impression d'un homme menteur, aux idées douteuses et prompt à tenir un double discours. Il raconte que M. Martin refusait, à un certain moment, d'accorder le milliard d'aide que les agriculteurs réclamaient. Il ne leur offrait que 500 millions. Lui-même a décidé de trancher la poire en deux et de leur verser 750 millions. Paul Martin aurait alors dit aux agriculteurs que c'était le premier ministre qui ne voulait pas leur en donner plus.

Jean Chrétien a toujours affirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention de solliciter un troisième mandat, même si parfois ça le tentait, mais que les manigances du camp Martin avaient fouetté sa femme et lui-même. Il évoque une rencontre de députés pro-Martin dans un hôtel à la veille du congrès de 2000 et dont M. Chrétien a appris la tenue au journal télévisé. «Sa trahison m'a fait mal. J'estimais qu'il devait, à tout le moins, me laisser la dignité de partir à mes conditions à moi.» Et quand il évoque la période la plus intense de leur guerre intestine, il ne mâche pas ses mots, parlant de tentative de tordage de bras par le clan Martin.

M. Chrétien, qui n'est pas enclin aux regrets ni à admettre des erreurs, avoue qu'il aurait dû écouter son instinct plutôt que ses conseillers, et évincer dès 2000 Paul Martin et son entourage.

Cet ouvrage de 460 pages est en quelque sorte la suite de sa première autobiographie, Dans la fosse aux lions, parue une première fois en 1985 et qui prenait fin avec sa première retraite de la politique active. Il décrit ses méthodes de travail, mais s'attarde surtout à expliquer les décisions prises mais sans offrir beaucoup de détails factuels et en escamotant souvent des éléments qui le feraient paraître sous un jour moins favorable.

Chrétien n'a pas de regrets; L'ancien premier ministre écorche Paul Martin mais n'accepte aucun blame

Ainsi, lorsqu'il parle de l'élimination du déficit, il décrit longuement les compressions faites dans les dépenses du gouvernement fédéral et des réinvestissements qui ont suivi, mais il mentionne à peine les milliards de compressions dans les transferts aux provinces destinés à la santé, à l'éducation post-secondaire et à l'aide sociale. Des compressions dont les effets se sont longtemps fait sentir dans le système de santé et dont souffre encore l'aide sociale.

M. Chrétien revient par ailleurs sur sa politique étrangère, consacrant un long chapitre aux tractations ayant mené à la guerre américaine contre l'Irak et au refus du Canada d'y participer.

Jean Chrétien devait participer à une série d'événements publics pour promouvoir son livre, mais ils ont tous été annulés, le temps qu'il se remette du quadruple pontage coronarien qu'il a subi récemment.

Collaboratrice du Devoir

Chrétien a menti, soutient Duceppe

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.15
SECTION: Politique
PAGE: A10
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: De Grandpré, Hugo
PHOTO: PHOTO Clement Allard, LA PRESSE CANADIENNE
DATELINE: Trois-Rivières
ILLUSTRATION: Réunis à Trois-Rivières les militants du Bloc, Gilles Duceppe en tête, a dénoncé les déclarations que fait Jean Chrétien dans son autobiographie, dont des extraits ont été publiés ces derniers jours.
WORD COUNT: 502

Antidémocratiques, indignes d'un chef de parti: les députés du Bloc québécois, réunis à Trois-Rivières en marge du conseil général de leur parti, ont dénoncé d'une seule voix les déclarations que fait Jean Chrétien dans son autobiographie, dont des extraits ont été publiés ces derniers jours.

L'ancien premier ministre libéral y affirme notamment qu'une victoire du OUI au référendum de 1995 n'aurait pas nécessairement été suffisante pour permettre au Québec de se séparer. Il soutient que la question "tordue" posée aux Québécois ne donnait aucun mandat de sécession au gouvernement péquiste de Jacques Parizeau.

"Cela veut dire que, deux jours avant le référendum, lors de son discours aux Québécois, il mentait, a lancé M. Duceppe. Il a dit ce jour-là: "La question est claire; si vous votez OUI, vous quittez le Canada, si vous votez NON, vous restez au Canada." C'était très clair à ce moment-là qu'il respecterait la décision."

M. Duceppe et ses députés ont maintenu que le véritable seuil à respecter lors d'un référendum au Québec est de 50% plus un.

Réal Ménard est allé encore plus loin: "Ce que cela soulève comme interrogation, c'est si l'on ne devrait pas, comme souverainistes, envisager la possibilité qu'au prochain référendum, on considère d'emmener ici une mission d'observation électorale", a lancé le député d'Hochelaga-Maisonneuve.

Il a fait valoir que le Canada, qui participe à bon nombre de ces missions dans le monde, "ne peut se targuer de respecter la démocratie et ne pas reconnaître un Oui au référendum".

Dion veut de la clarté

En entrevue à Radio-Canada, le chef libéral, Stéphane Dion, n'est pas allé jusqu'à appuyer les propos de son ancien patron. Il a tout de même insisté sur l'importance de la clarté, advenant un autre référendum.

"Si jamais il devait y avoir un autre référendum, a-t-il dit, il faudrait que ce soit sur la base de la clarté, c'est-à-dire une question très claire. Et que Mme Marois, si c'est elle qui devait lancer un référendum – espérons que cela n'arrivera pas – ne le fasse que si elle a l'assurance de le gagner clairement."

M. Dion, à titre d'universitaire, avait été très actif en 1995 dans le camp du Non. C'est à la suite de cette campagne que Jean Chrétien lui avait proposé de faire le saut en politique. Tous deux avaient par la suite élaboré la fameuse Loi sur la clarté.

Un parti uni prêt pour les élections

Le caucus d'hier à Trois-Rivières mettait fin au conseil général du Bloc québécois. Il s'agissait notamment de se préparer au discours du Trône et aux élections générales qui pourraient suivre.

"Il y a une grande unité qui règne au Bloc québécois. On sait où on s'en va: on a adopté un plan de match en vue des élections", a affirmé le chef durant un point de presse en clôture du conseil.

La veille, militants et parlementaires l'avaient plébiscité à 95,4% lors d'un vote de confiance qu'il avait lui-même demandé, après sa brève tentative de briguer la direction Parti québécois, au printemps dernier.

Quant au discours du Trône, qui aura lieu demain, le Bloc maintiendra les cinq demandes énoncées il y a quelques semaines, qui touchent l'environnement, l'agriculture, la foresterie, les relations fédérales-provinciales et l'Afghanistan.

"On est très fermes sur le maintien des cinq conditions. Elles sont très claires", a dit M. Duceppe.

Avec La Presse Canadienne

Attentat samedi soir en Afghanistan: 9 morts

DATE: 2007.10.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 145

XFP102-1012071041

KANDAHAR, Afghanistan (AP) — Le bilan de l'attentat à la moto piégée de samedi soir dans le sud de l'Afghanistan s'est alourdi dimanche, avec neuf morts et au moins 29 blessés, selon les autorités.

Deux policiers et sept civils ont été tués dans la ville de Spin Boldak, dans la province de Kandahar proche de la frontière pakistanaise, d'après un communiqué de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN, l'ISAF.

Ce genre d'attentat-suicide visant la police afghane porte généralement la marque des talibans. Plus de 600 policiers ont été tués dans les violences liées à l'insurrection depuis le début de l'année, selon le ministère de l'Intérieur. Les violences ont fait plus de 5.200 morts en 2007, d'après les calculs de l'agence Associated Press fondés sur les chiffres officiels. C'est l'année la plus meurtrière depuis le renversement du régime taliban par la coalition conduite par les Etats-Unis fin 2001. AP

st/v93

Edward présente des médailles à cinq soldats de l'Île-du-Prince-Édouard

DATE: 2007.10.14
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 162

CHARLOTTETOWN _ Le prince Edward a clôturé sa tournée canadienne dimanche à Charlottetown en remettant des médailles à cinq soldats du Prince Edward Island Regiment qui ont servi en Afghanistan.

Peu avant, il avait été nommé officiellement colonel en chef du régiment. On lui avait proposé le poste honorifique en 2005, mais c'était sa première visite à l'Île-du-Prince-Édouard depuis.

Vêtu de son uniforme militaire canadien, le comte de Wessex a remis des médailles aux caporaux Calvin Arsenault, Roy Good, Jerry Landry, Anthony MacLean et Benjamin Miller devant le commandant du régiment, le lieutenant-colonel Glenn Moriarity, et les familles des soldats.

Le prince, troisième et plus jeune enfant de la reine Elisabeth II, terminait un voyage de six jours au Canada pendant lequel il s'est aussi arrêté à Montréal et Ottawa.

Samedi, alors qu'il recevait un doctorat honorifique de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, le prince Edward avait invité les 200 jeunes présents à se préoccuper davantage de leurs responsabilités que de leurs droits. Ils les a encouragés à se fixer des objectifs pour faire une différence dans le monde.

GG0263-FGCHD712-ac.

Des Canadiens racontent les circonstances d'un attentat suicide à Spin Boldak

DATE: 2007.10.14

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 294

KANDAHAR, Afghanistan _ L'auteur de l'attentat suicide qui s'est fait exploser au milieu d'un marché bondé à Spin Boldak, en Afghanistan, samedi, avait bourré son engin explosif de roulements à billes afin de faire le plus de victimes possible.

Des huit personnes mortes dans l'attentat, cinq étaient des civils célébrant la fête musulmane de l'Aïd al-Fitr. Trois étaient membres de la police frontalière afghane, souvent la cible d'attentats des talibans.

"C'est la fin du Ramadan, alors il y a beaucoup de festivités en Afghanistan, a expliqué le major Pierre Huet, commandant de l'escadron de reconnaissance canadien qui a mis sur pied une station de tri des blessés à la base avancée des Canadiens à Spin Boldak, afin de soigner les victimes. Le marché était plein. Il y avait beaucoup de jeux pour les enfants, beaucoup de gens au marché."

Sept personnes ont été tuées instantanément quand le kamikaze s'est fait sauter. Une autre victime est décédée en route vers l'hôpital militaire de la base de Kandahar.

Deux enfants étaient au nombre des survivants traités par des soldats canadiens à Spin Boldak.

"Nous avons reçu environ dix camions pleins de blessés, de cinq à six blessés par camion", a raconté le major Huet aux journalistes, dimanche. Deux médecins ont été dépêchés de la base de Kandahar, mais en attendant, des professionnels des urgences appartenant à l'escadron ont immédiatement entrepris de traiter les blessés.

Vingt-et-un des 36 survivants ont été évacués par voie aérienne en direction de l'hôpital militaire multinational de la base de Kandahar. Des soldats canadiens à Spin Boldak ont emmené les autres survivants à l'hôpital local à bord de blindés.

A Kandahar, tout le personnel médical multinational de la base, soit 120 personnes, a été requis d'urgence pour soigner les victimes à mesure que celles-ci arrivaient par hélicoptère.

Cinq patients demeuraient hospitalisés à la base de Kandahar dimanche. Les autres avaient été évacués vers des installations militaires des bases de l'OTAN à Terin Kot, Camp Bastion et Kaboul.

WW0132-FGJD103-fv

Dion soutient que le gouvernement pourrait survivre au discours du Trône

DATE: 2007.10.14

KEYWORDS: POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 458

OTTAWA _ Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il est évident que Stephen Harper désire des élections cet automne, mais que cela ne signifie pas qu'il lui en fera cadeau.

En entrevue à CTV, M. Dion a continué à jouer de prudence quant à la manière dont son parti votera sur le discours du Trône, qui ouvrira la session parlementaire mardi.

"Nous allons regarder le discours du Trône comme un tout, comme nous avons toujours dit, et nous allons penser aux intérêts des Canadiens", a déclaré M. Dion.

Le chef libéral a dit qu'il se garde le droit de voter contre le discours, si c'est un document "insultant" guidé par une idéologie d'extrême-droite.

Il a toutefois ajouté que si les conservateurs présentent un programme raisonnable et conciliant, les libéraux pourraient décider qu'il vaut mieux essayer de faire fonctionner le Parlement, même s'ils s'opposent à certaines mesures proposées par le premier ministre Harper.

Les libéraux se remettent de trois défaites dans des élections complémentaires au Québec le mois dernier et les récents sondages les placent loin derrière les conservateurs à l'échelle canadienne.

En plus, la publication, en fin de semaine, des mémoires de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, dans lesquels celui-ci s'en prend à son ancien rival Paul Martin, n'a pas aidé les libéraux dans leurs efforts pour remonter la pente.

M. Dion a cherché à minimiser l'importance de cet événement, affirmant que les divisions qui régnaient au sein de son parti sont maintenant choses du passé.

D'autres, toutefois, ont sauté sur l'occasion pour s'attaquer aux libéraux. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accusé M. Chrétien d'avoir menti aux Québécois en 1995 en leur disant, à la veille du référendum, que l'avenir du pays était en jeu alors qu'en fait, selon ce qu'il a écrit, il n'avait aucunement l'intention d'accepter un résultat en faveur de la séparation.

M. Duceppe a aussi répété qu'il n'appuierait pas le discours du Trône à moins que les conservateurs ne respectent une série de conditions, notamment un engagement ferme de mettre un terme à la mission de combat du Canada en Afghanistan et l'abolition du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciale.

Les analystes s'attendent à ce que les conservateurs utilisent le discours du Trône pour présenter un plan pour encadrer le pouvoir fédéral de dépenser, sans l'abolir complètement, ce qui serait inacceptable ailleurs au pays.

M. Harper a aussi cherché à gagner du temps sur la question afghane en créant un groupe de cinq experts, dirigé par l'ancien ministre libéral John Manley, afin d'évaluer les options et présenter un rapport tôt en 2008.

Aussi en entrevue à CTV dimanche, le chef néo-démocrate Jack Layton ne s'est pas laissé impressionner par cette mesure et a répété qu'il était prêt à aller en élection.

"La plupart des Canadiens croit que M. Harper ne va pas dans la bonne direction, a-t-il dit. Le NPD est près à le confronter."

M. Dion, au contraire, réserve son opinion, et les stratèges libéraux songeraient à des moyens de montrer leur opposition aux conservateurs sans forcer la tenue d'une élection.

Ainsi, les députés d'arrière-ban libéraux pourraient s'absenter ou s'abstenir lors du vote sur le discours du Trône alors que les néo-démocrates et bloquistes s'y opposeraient.

GG0146-FGCHD711-fv-ac.